

NIGER: Il n'y a pas de famine au Niger, il n'y aurait que des affamés

ZERMO, le 10 août (IRIN) - Même lorsque la nature est clémente, la faim et la maladie sont le lot quotidien des 1 500 habitants de Zermo, un petit village de l'est du Niger.

Le village, constitué de cases en terre battue, se trouve à quelque 1 000 km de Niamey, la capitale poussiéreuse du Niger, sur une petite colline entourée d'une mer de sable. Ses habitants, agriculteurs de subsistance, luttent pour survivre en cultivant du sorgho et du mil et en élevant des chèvres et des bovins.

Haoua Maman est assise par terre devant sa case. Elle porte dans ses bras son petit garçon de 15 mois, Ibrahim. Les membres d'Ibrahim sont décharnés et il a peine à respirer. Les seins de sa mère ne donnent plus de lait depuis qu'il n'y a plus de nourriture au village.

« Je suis allée au centre médical d'Ollelewa avec Ibrahim pour demander de l'aide », a expliqué Haoua, « mais je n'avais pas les 700 francs CFA (1,4 dollar américains) qu'ils m'ont demandés pour la consultation ».

Dans l'impasse, Haoua a dû retourner à Zermo, 25 km plus loin, consciente que son fils et elle devraient affronter un autre jour de jeûne. « Qu'est-ce qu'on peut faire ? Mon enfant va mourir, si c'est la volonté de Dieu ».

Zermo fait partie des villages les plus touchés de Zinder, une zone qui a subi de plein fouet l'impact de la crise alimentaire, comme c'est le cas pour cinq autres régions du sud du Niger.

La sécheresse et l'invasion de criquets pèlerins qui ont marqué l'année 2004 ont décimé le bétail et dévasté les champs de sorgho, ébranlant ainsi l'équilibre fragile du pays, à la frontière entre la survie et la mort.

Jan Egeland, coordinateur des secours d'urgence des Nations unies, a averti ce week-end qu'un programme d'aide devait être mis en place d'urgence pour maintenir en vie 2,5 millions d'habitants du Niger. Près d'un tiers de la population est menacé par la faim et « quelque 800 000 enfants de moins de cinq ans ont le ventre vide ».

La malnutrition est un problème endémique au Niger. Aujourd'hui, les travailleurs humanitaires continuent d'affirmer que la crise alimentaire qui sévit cette année dans le sud du Niger ne saurait être qualifiée de famine. Pourtant, cette crise donne un douloureux aperçu de la pauvreté profonde qui touche les 12 millions d'habitants du Niger.

Une pauvreté chronique

« Le vrai problème de ces populations, c'est la pauvreté », a expliqué Moussa Ganaon, le maire du comté d'Ollelewa. « Les gens d'ici n'ont pas d'argent du tout pour acheter de la nourriture ou des médicaments pour leurs enfants. Ils dépendent de l'aide de leurs proches, qui eux-mêmes n'ont pas assez pour survivre ».

M. Moussa a tenté de réconforter quelque 20 femmes qui portaient presque toutes dans leurs bras des enfants mal nourris, dont quelques-uns souffraient de dépérissement sévère. Mais M. Moussa n'avait rien à leur offrir de plus que sa pitié. « Nous ne pouvons pas nous permettre de leur fournir des services et des médicaments gratuits. Notre ville ne perçoit aucun revenu », a-t-il déploré.

Pour les plus jeunes, l'absence d'eau potable ne fait qu'aggraver la situation. Selon les travailleurs humanitaires, lorsque la diarrhée s'ajoute au manque de nourriture, les enfants commencent à dépérir.

« Au Niger, la malnutrition est un problème structurel. Même quand les récoltes sont bonnes, nous sommes toujours confrontés à ce type de malnutrition chez les enfants », a déclaré Adjibade Aboudou Karimou, représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

Selon Mme Karimou, le statut de la femme est un facteur clé : les femmes n'ont que peu de pouvoir au sein du foyer. Ce sont les maris qui gèrent les dépenses de la famille. Leurs épouses « ne reçoivent pas assez de nourriture et, par conséquent, ne peuvent pas s'occuper de leurs enfants tel qu'elles le devraient ».

Pour sortir le Niger de l'insécurité alimentaire, il faut impérativement, dit-elle, permettre aux femmes de s'assumer, et tout d'abord en leur donnant accès à l'éducation. En effet, la non scolarisation des femmes est en partie responsable du taux de fécondité très élevé chez la femme nigérienne qui a en moyenne 8 enfants.

Pas d'aide au développement

Bien que le Niger s'étende sur un vaste territoire, il n'a pas les moyens de nourrir son peuple. En effet, la production alimentaire du pays repose sur un système agricole archaïque qui dépend presque totalement des précipitations, au Sahel, une région aride.

« Nous ne comprenons pas pourquoi ce pays, démocratique, solide et très stable, ne reçoit pas l'attention et l'aide dont il a besoin de la part de la communauté internationale pour amener son peuple sur la voie du développement », a déclaré Michele Falavigna, qui dirige le bureau du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à Niamey.

Selon Peter Bieler, agronome pour la Coopération suisse, une organisation humanitaire qui gère des projets de développement dans le pays, le Niger devrait faire de l'agriculture une priorité.

« Le Niger a besoin d'agriculteurs professionnels, pas des chômeurs des zones rurales qui n'ont rien d'autre à faire. Ce pays a besoin de mettre en place une politique qui renforce le système agricole ». Rien que pour suivre le rythme de croissance de la population, le Niger doit construire 2 000 nouveaux puits chaque année, a-t-il observé.

Dans le petit marché de la ville d'Ollelewa, une femme assise derrière un grand tas d'herbes à vendre donne le sein à un enfant souffrant de malnutrition sévère. Ici, les commerçants vendent des piments, du sel et des médicaments mais presque pas de nourriture.

Le peu de vivres disponibles se vend au triple du prix. Une grande majorité de villageois n'ont pas les moyens de se les procurer. Avec la crise alimentaire, leur bétail, qu'ils troquent habituellement contre de la nourriture, s'est émacié, et sa valeur a dangereusement chuté sur les marchés.

Mais la crise alimentaire au Niger est un problème localisé. Les marchés des principales villes regorgent de marchandises, et des camions chargés de céréales sillonnent les routes.

Selon M. Bieler, des hommes d'affaires habiles profitent de la situation : « On peut toujours se procurer 10 ou 20 tonnes de céréales. Mais les commerçants font exprès de ne fournir que des petites quantités pour que les prix restent élevés. Beaucoup de gens font des affaires ici. Certains commerçants ont acheté de la viande séchée à des éleveurs désespérés et l'ont revendue au Nigeria 20 fois plus cher ».

Le prix d'une réaction tardive

L'année dernière, la production nationale de céréales était inférieure de 11 pour cent seulement à la production moyenne des cinq années précédentes. Ce déficit aurait pu être pallié par une hausse de trois pour cent des importations de céréales, selon le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine, une organisation financée par les Etats-Unis.

En janvier, le gouvernement s'était mis d'accord avec ses partenaires humanitaires pour mettre en place une stratégie préventive destinée à venir en aide à la population et axée sur des distributions ciblées et la subvention des ventes de nourriture et de fourrage. Néanmoins, les 33 000 tonnes métriques de céréales commandées à des fournisseurs de la région n'ont pas été livrées.

Selon plusieurs spécialistes agricoles, cet incident était probablement dû à la crainte d'une pénurie alimentaire dans les pays voisins du Niger – au nord du Nigeria, au Mali et au Burkina Faso.

L'incapacité des marchés régionaux à intervenir pour combler le déficit alimentaire du Niger, et la réaction tardive des bailleurs aux appels des Nations unies, dont le premier a été lancé il y a neuf mois, ont fait basculer le Niger dans une situation d'urgence.

« Si on ne peut pas mettre en place une stratégie préventive, il faut revoir sa stratégie et passer à une opération d'urgence, destinée à sauver des vies », a déclaré Gian Carlo Cirri, le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) au Niger.

En mai dernier, les Nations unies ont sollicité les bailleurs de fonds à hauteur de 16 millions de dollars américains pour l'aide au Niger ; la semaine dernière, le PAM a revu cet appel à la hausse, sollicitant cette fois la somme de 56 millions pour nourrir les 2,5 millions de Nigériens les plus vulnérables.

« Cette opération aurait pu coûter au moins cinq fois moins cher. Malheureusement, il est difficile de convaincre les bailleurs de mettre la main au portefeuille pour prévenir une crise. Il faut d'abord qu'ils voient des enfants qui meurent de faim », a déclaré Stephanie Savariou, la porte-parole du PAM.

« La communauté internationale devrait avoir honte », s'est exclamé David Andrews, ancien ministre irlandais des Affaires étrangères et président de la Croix rouge irlandaise alors qu'il se trouvait à Tauoa, une ville du sud du Niger où l'ONG Concern distribuait des compléments nutritionnels à plus de 900 mères et leurs enfants mal nourris.

M. Andrews a appelé à organiser une conférence internationale sur le Niger afin d'aborder les problèmes de développement à long terme qui affectent le pays.

Mais même si les cargaisons d'aide alimentaire, qui ont finalement été envoyées, arrivent à Zermo, les

villageois ont peu de chances d'échapper à la pauvreté et à la disette.

Avec la saison des pluies, qui a commencé plus tôt cette année, les premières pousses de sorgho et de mil commencent à germer. Mais beaucoup de paysans ne peuvent plus semer leur grain, qu'ils ont mangé, en désespoir de cause.

« Même si les pluies sont bonnes cette année, la récolte ne sera pas suffisante », a déclaré un ancien du village.

Les opérations humanitaires, qui se mettent en place ça et là, parviennent peu à peu à juguler la crise actuelle. Mais déjà, la prochaine crise semble se préparer.

NATIONS UNIES

Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)

Réseaux d'Information Régionaux Intégrés (IRIN)

NIGER : La hausse du prix des vivres accentue la précarité des Nigériens

DAKAR, le 8 août (IRIN) - A la saison prochaine, une fois que les caméras auront cessé de tourner et que les reporters du monde entier auront quitté le Niger, les Nigériens démunis seront très probablement de nouveau confrontés à la faim et les enfants les plus affaiblis en mourront.

« Tous les ans, dans tous les villages du Niger, on trouve des enfants malnourris », a déclaré Salif Sow, représentant régional du Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la Famine (FEWS NET), une organisation financée par les Etats-Unis.

Selon certains travailleurs humanitaires, la crise humanitaire qui touche en cette saison plusieurs régions du Niger, un pays aride situé dans le Sahel, découle aussi bien du prix des denrées alimentaires que de leur disponibilité sur l'ensemble du territoire.

Mais le problème ne vient pas d'une pénurie alimentaire nationale. L'année dernière, la production totale de céréales - bien qu'étant en-deça de la production moyenne des cinq dernières années - était néanmoins supérieure de 22 pour cent à celle de 2000/2001, une année qui n'avait été marquée par aucune « crise alimentaire préoccupante », selon le rapport de FEWS NET.

Ce qui a changé cette année, c'est le prix des vivres. Dans certaines zones de la région australe qui va de la frontière burkinabée au Tchad, les prix des denrées alimentaires sont exorbitants, tandis que le prix du bétail a chuté de manière spectaculaire.

L'année dernière, le sac de 100 kg de mil, la céréale de base, se vendait entre 8 000 et 12 000 francs CFA environ (entre 16 et 24 dollars américains). Aujourd'hui, il coûte plus de 22 000 francs CFA (44 dollars).

Environ 3,6 millions de personnes sur une population totale de 12 millions sont confrontées à l'insécurité alimentaire. Deux millions et demi d'entre elles, considérées comme extrêmement vulnérables, doivent impérativement bénéficier d'une aide alimentaire.

Les travailleurs humanitaires veillent à ne pas utiliser le terme « famine » pour décrire la crise qui affecte le Niger, deuxième pays le plus pauvre du monde, selon l'Indice de développement humain des Nations unies.

« Je n'utilise jamais les termes "disette" et "famine" car nous n'avons pas la preuve de l'existence de tels phénomènes. Nous avons plutôt affaire à une crise d'insécurité nutritionnelle et alimentaire » a expliqué Victor Aguayo, conseiller régional en nutrition pour le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

En temps normal, la vie est déjà dure pour les populations du Niger. Dès lors, lorsque le sort les accable, leur pauvreté oppressante les laisse complètement démunies.

Dans tout le Niger, les systèmes agropastoraux demeurent inchangés depuis des siècles, en dépit du changement climatique et d'une désertification de plus en plus rapides. Le peu de services médicaux disponibles, l'absence d'un système éducatif pour les enfants, et le statut traditionnel de la femme ne font qu'ajouter à la condition désastreuse des Nigériens.

En 1998, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avait établi le profil du Niger. Ce profil, qui réunissait une série d'informations obtenues au cours des 10 années précédentes, tirait la conclusion suivante : « Les taux de malnutrition chez les enfants sont élevés dans l'ensemble du pays : plus de 32 pour cent des enfants présentent un retard de croissance - pour la moitié d'entre eux, il s'agit d'un retard sévère -, plus de 15 pour cent souffrent de dépérissement, et plus de 36 pour cent présentent une insuffisance pondérale ».

« Chaque année, les taux de malnutrition au Niger dépassent le seuil d'urgence », a déclaré Marcus Prior, responsable de la communication du Programme alimentaire mondial (PAM). « A bien des égards, je ne pense pas que la [crise nutritionnelle actuelle] soit un phénomène nouveau ».

Selon le rapport publié par la FAO en 1998, la région la plus touchée par la malnutrition était Maradi. Cette année, selon le PAM, Maradi est une nouvelle fois au centre de la crise nutritionnelle, aux côtés de plusieurs zones situées dans cinq autres régions du sud.

Selon une étude publiée en avril dernier par l'organisation humanitaire Médecins sans frontières (MSF), les taux de malnutrition aiguë dans certains départements de Maradi dépassent les 19 pour cent.

Mais le problème reste flou. En effet, on ne sait pas précisément si les souffrances des populations nigériennes découlent davantage de leur vulnérabilité sous-jacente ou de la crise actuelle.

« Ce n'est pas parce que ce problème arrive chaque année qu'il faut le tolérer », a déclaré Johanne Sekkenes, responsable de la mission de MSF au Niger. « Cette situation n'est en aucun cas acceptable ».

Au Sahel, en temps normal, le prix des denrées alimentaires baisse entre septembre et décembre, avant de remonter. L'année dernière, selon Salif Sow, non seulement les prix n'ont pas baissé, mais ils ont « atteint des sommets inégalés » à partir du mois de janvier.

Selon M. Sow, cette hausse était due en partie à des prix élevés au niveau régional mais aussi à un facteur de spéculation. Les commerçants, qui prévoyaient que l'invasion de criquets de 2004 provoquerait une pénurie, avaient conservé leurs réserves alimentaires au lieu de les écouler sur les marchés.

Les essaims de criquets pèlerins qui se sont abattus sur les cultures ont également détruit les pâturages. Pour ne rien arranger, la saison des pluies s'est achevée trop tôt, au grand dam des communautés pastorales, qui ont vu ce qu'il restait de leur fourrage se flétrir sous la chaleur écrasante du soleil, affaiblissant et décimant leurs troupeaux.

Depuis toujours, les bêtes sont troquées contre de la nourriture, mais les conditions du troc ne sont plus en faveur des bergers. « Dans les zones touchées, les bergers doivent à présent vendre deux ou trois bêtes pour se procurer la quantité de nourriture qu'ils pouvaient obtenir en n'en vendant qu'une », a expliqué M. Sow.

Actuellement, le pays traverse la période de soudure, une période difficile qui précède la prochaine récolte, qui aura lieu en octobre. Les paysans luttent pour trouver de quoi se procurer de la nourriture sur les marchés. Des dizaines de milliers d'entre eux n'y parviennent pas.

Il y a quelque temps, avant que les fonds commencent à affluer, les différents protagonistes de la crise s'opposaient au sein d'un débat laborieux : les distributions de nourriture gratuite déséquilibreraient-elles le marché libre et créeraient-elles une dépendance ?

En avril, le gouvernement, largement dépendant des bailleurs, a augmenté les taxes imposées sur une série de biens de consommation, y compris le lait et la farine. Il s'agissait d'une condition à remplir pour pouvoir bénéficier de l'aide budgétaire accordée par le Fonds monétaire international (FMI). Plusieurs de ces taxes ont été annulées à la suite de manifestations.

« Le plus grand défi du Niger et de la communauté internationale pour faire en sorte que cette crise ne se répète plus, c'est d'aider le pays à se sortir de ce qui est, en réalité, une pauvreté intolérable », a déclaré M. Prior, du PAM.

NATIONS UNIES

Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)

Réseaux d'Information Régionaux Intégrés (IRIN)

NIGER : La crise alimentaire décime le bétail et les bergers nomades

SAKABAL, le 8 août (IRIN) - Dans la poussière orange, la longue tunique blanche d'Amadou Ibrahim flotte au vent. Ibrahim, un Touareg, s'en veut de ne pas avoir anticipé l'ampleur de la crise alimentaire au Niger.

« Si seulement j'avais vendu mes animaux, ça m'aurait servi à quelque chose. Au moins à nourrir un peu ma famille ; mais maintenant je n'ai rien », a-t-il déploré.

Au Niger, un vaste territoire semi-désertique, près de 40 pour cent du fourrage a été réduit en poussière par une sécheresse d'une ampleur inégalée depuis plusieurs années, suivie d'une invasion de criquets voraces.

Le gouvernement nigérien a estimé le déficit de fourrage à 4,6 millions de tonnes, soit plus de 20 fois le déficit céréalier.

Le fourrage venant peu à peu à manquer, les bêtes, seul moyen de subsistance des nomades, ont commencé à périr les unes après les autres.

Ibrahim possédait un troupeau de dix chèvres, sept chameaux et six vaches. Aujourd'hui, il ne lui reste

plus, à lui et à ses sept enfants, qu'une chèvre. Malgré tout, il a de la chance, pense-t-il, qu'une de ses bêtes ait survécu.

« Il y en a beaucoup qui ont tout perdu », a-t-il déclaré à IRIN, alors qu'il se trouvait à Sakabal, un village situé plus de 700 km à l'est de Niamey, la capitale nigérienne.

« Je connais un éleveur qui avait perdu beaucoup de bêtes et puis il y a eu une grande pluie qui a est partie avec tout le reste de ses animaux. », a-t-il raconté. « Ça, il n'a pas pu supporter et il s'est suicidé. Il s'est jeté dans un puits ».

Selon les estimations de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), plus de 10 000 foyers auraient perdu leurs bêtes au Niger.

La FAO a sollicité la communauté internationale à hauteur de 4 millions de dollars américains pour mettre en place une aide agricole d'urgence. Pourtant, mardi encore, un seul bailleur, la Suède, avait répondu à l'appel, en accordant une somme de 650 000 dollars.

« Au Niger, les familles agropastorales dépendent largement de leur bétail. Celui-ci est à la fois une source de revenu et une source de nourriture », a expliqué Fernanda Guerrieri, qui dirige les opérations d'urgence de la FAO. « Une perte de bétail ou une baisse de la valeur de celui-ci sur les marchés peut avoir un impact désastreux sur la sécurité alimentaire de ces familles ».

Des carcasses décomposées

Aujourd'hui, tandis que les médias internationaux affluent au Niger, les bailleurs de fonds commencent à réagir, les enfants sous-alimentés sont pris en charge et les populations vulnérables reçoivent de la nourriture gratuite. Mais le bétail, en revanche, continue d'être décimé.

Au Niger, deuxième pays le plus pauvre du monde, selon l'Indice de développement humain des Nations unies, le bétail est un élément essentiel du redressement de la situation alimentaire.

Malheureusement, aujourd'hui encore, tandis que les premières pousses vertes sortent de terre après les pluies, des carcasses de vache se décomposent au soleil.

Les temps sont durs même pour les bergers touaregs et foulanis qui possèdent encore des bêtes à vendre. Le prix du bétail est en chute libre sur les marchés tandis que celui des aliments de base, comme le mil, enregistre une hausse spectaculaire.

Au marché de Sakabal, Alka Kaossane, le chef du village, se tient près de sa vache - la seule qu'il lui reste -, qui ressemble davantage à un veau.

Un boucher qui passait par là jette un coup d'oeil sur la bête et lui en offre 1 000 francs CFA (2 dollars américains). Pour toute réponse, Alka Kaossane le regarde d'un air incrédule.

Il fut un temps où une grosse vache « bororo » en pleine santé se vendait à quelque 150 000 francs CFA, soit 300 dollars. Aujourd'hui, les bergers peuvent s'estimer heureux s'ils parviennent à obtenir 5 000 francs CFA (10 dollars) en échange d'une de ces vaches « bororo », une espèce à bosse et à longues cornes, typique de cette région.

Alka Kaossane vendra sa vache à Oxfam, l'organisation humanitaire britannique, qui devrait lui en offrir, selon lui, entre 30 000 et 40 000 francs CFA (entre 60 et 80 dollars).

« On achète leurs vaches et leurs taureaux à un prix plus juste pour permettre à ces gens de se procurer du mil ou de la farine », a expliqué Margie Morar, conseillère en sécurité alimentaire pour Oxfam, alors qu'elle se trouvait à Dakoro, une ville des alentours.

« On a aussi mis en place un système de coupons alimentaires contre du travail communautaire comme l'abattage de bêtes, le ramassage de carcasses ou la plantation d'arbres ».

S'adapter pour joindre les deux bouts

Amina Dague a pu bénéficier de ce système. Pour quelques petits travaux en cuisine, elle s'est vu délivrer un coupon qui lui a permis de se procurer du mil, une denrée que sa famille n'avait pas mangée depuis qu'elle avait vu mourir ses dix vaches.

Tant bien que mal, Amina fait tenir la ration de mil en équilibre sur sa tête tout en essayant de donner son sein flétri à un nourrisson affamé. Elle se hâte de rentrer chez elle, impatiente de faire profiter ses six autres enfants du fruit de son labeur.

La crise alimentaire qui sévit au Niger a contraint les bergers touaregs et foulanis à changer leurs habitudes. Ces communautés, qui vivent habituellement sans électricité ni eau courante dans les régions les plus reculées, doivent aujourd'hui se rendre dans les villes pour chercher du travail ou recevoir leurs rations alimentaires.

« C'est un choc pour notre culture, que quelqu'un qui est habitué à monter sur un chameau doive revenir au village à pied, à côté d'une chèvre », a expliqué Ibrahim.

D'autres sont plus amers.

« Ici, pour deux mesures de sorgho, tu marchandes ta dignité », a déclaré Amadou Doutchi, chef foulani et président d'une association de bergers et de paysans de Dakoro.

Les travailleurs humanitaires eux-mêmes admettent que chez les bergers, l'impact psychologique de la crise alimentaire est parfois tout aussi néfaste que l'impact physique.

« Si on n'a pas de troupeaux, c'est comme si on n'avait pas de maison, pas de compte en banque. Ils l'utilisent pour tout : boire du lait, travailler les champs. », a expliqué Louis Belanger, porte-parole d'Oxfam au Niger. « Pour les nomades, le futur est incertain ».

NIGER: La pénurie alimentaire risque de faire des victimes parmi les nourrissons nigériens - MSF

TAHOUA, le 10 juin (IRIN) - Dans ces coins éloignés du sud du Niger, où règne une chaleur torride, de nombreux enfants affaiblis par la sous-nutrition risquent de mourir dans les quatre prochains mois, au plus fort de l'épidémie de paludisme et diarrhée, a prévenu jeudi l'organisation caritative internationale, Médecins Sans Frontières (MSF).

Cette année, sur une population de 12 millions d'habitants, plus d'un Nigérien sur quatre risque de souffrir d'une pénurie de nourriture. Au vu de cette situation, MSF a ouvert, le 3 juin dernier, un nouveau centre de nutrition thérapeutique à Tahoua, quatrième ville du Niger.

« Cinq jours après l'ouverture, plus de 100 enfants avaient déjà été pris en charge par le centre », a expliqué Mohammed Mansour, un assistant nutritionnel, au cours d'une entrevue accordée à IRIN.

Quelque 3,6 millions de Nigériens risquent d'être confrontés à la famine avant les récoltes d'octobre prochain : la récolte de l'année 2004 avait été mauvaise en raison de faibles précipitations et de l'invasion des criquets, qui avaient dévoré les cultures. Aujourd'hui, les ressources sont épuisées.

Selon les estimations de MSF, un enfant sur cinq souffrirait aujourd'hui de malnutrition aiguë globale – le poids de ces enfants est entre 20 et 30 % au-dessous de la moyenne – dans les villages des provinces de Tahoua et Maradi. L'organisation a donc ouvert de nouveaux centres de nutrition, comprenant 27 unités mobiles.

Dans la journée de jeudi, pas moins de 14 enfants ont été admis au centre de Tahoua, un ensemble de grandes tentes blanches portant le sigle MSF où les malades sont traités sur des tapis tandis qu'à l'extérieur, une foule de femmes et d'enfants fourmille sous un soleil de plomb.

Sous la tente du service des soins intensifs, des mères attendent au chevet de bébés squelettiques et sans force, placés sous perfusion. Le docteur Ndjiikam Alexandre a déclaré que l'un de ces enfants était décédé dans la nuit. Selon le médecin, à cinq mois, les nourrissons qui souffrent de malnutrition aiguë sont si déshydratés qu'ils n'ont guère de chance de survivre.

Le centre s'occupe actuellement de 39 enfants en convalescence et sur le point de retourner chez eux. Outre leurs compléments nutritionnels, les enfants traités dans les centres MSF reçoivent également une ration alimentaire hebdomadaire pour leur famille.

« Nous pensons que les populations touchées par la crise alimentaire ont un besoin immédiat de nourriture gratuite », a affirmé Emmanuel Drouhin, responsable de programmes à MSF Paris, lors d'une entrevue accordée à IRIN.

Selon Drouhin, MSF prend en charge uniquement les enfants souffrant de malnutrition sévère – plus de 30 % au-dessous du poids moyen. En revanche, ceux qui souffrent de malnutrition modérée – dont le poids est de 20 à 30 % au-dessous de la moyenne – n'ont pas accès aux traitements médicaux.

« Le problème, c'est que les enfants qui souffrent de malnutrition modérée ne mangent pas assez. Par conséquent, en cas de diarrhée, ils peuvent passer en phase de malnutrition sévère, et cet état entraîne un fort taux de mortalité. »

Jeudi dernier, MSF a en outre déclaré que si l'on ne distribuait pas de nourriture dans les villages les plus touchés par la famine, les enfants de ces villages mourraient.

Depuis le début de l'année, les équipes de MSF ont pris en charge 6 000 enfants souffrant de malnutrition sévère dans la région. Ils en avaient traité la moitié, l'année dernière à la même période.

Selon une enquête réalisée en avril, les taux de mortalité dans le nord des régions de Maradi et de Tahoua étaient déjà trop élevés à cette époque. Ils étaient respectivement de 2,2 et 2,4 décès par jour sur 10 000 personnes, tandis que le seuil de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans s'établit à 2/10000.

« A quatre mois de la prochaine récolte, tous les indicateurs sont déjà au rouge », explique-t-on chez

MSF. « D'un côté, la malnutrition, de l'autre, l'épidémie de paludisme et de diarrhée, qui atteint son point culminant entre les mois de juin et d'octobre, pourraient être fatales pour ces enfants déjà affaiblis ».

Cette année, les populations étaient trop démunies pour pouvoir se procurer de la nourriture et des soins.

« Afin d'éviter que les taux de mortalité infantile n'augmentent davantage dans les prochaines semaines », indiquait la déclaration, « MSF appelle à des distributions de nourriture gratuite ».